



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 209 Février 2007

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

PRÉ-BILAN DU QUINQUENNAT

2002-2007 : RENDRE COMPTE AUX FRANÇAIS

par Jean-François COPÉ,

ministre délégué au Budget et à la Réforme de l'Etat, porte-parole du gouvernement

Notre majorité dispose, face à la gauche, d'un atout considérable : depuis 2002, notre famille politique a constamment fait le choix du courage. Sous l'impulsion du Président de la République, notre majorité a toujours eu à cœur d'assumer ses choix, de dire la vérité aux Français et de résister à la facilité, surtout en période pré-électorale.

Ainsi, nous avons su prendre nos responsabilités vis-à-vis des Français :

- en ayant le courage de faire les réformes là où la gauche commandait des rapports ;

- en ayant le courage de nous attaquer au chômage de masse quand la gauche en masquait seulement ses effets ;

- en ayant le courage de faire de la sécurité une priorité là où la gauche parlait de sentiment d'insécurité ;

- en ayant le courage de lutter contre l'immigration clandestine là où la gauche faisait des régularisations massives ;

- et enfin en ayant le courage de baisser la dépense publique, le déficit, la dette et les impôts pour préparer l'avenir.

LE COURAGE DE FAIRE LES RÉFORMES LÀ OÙ LA GAUCHE COMMANDAIT DES RAPPORTS

Pendant 5 ans, la stratégie du Gouvernement socialiste a consisté à faire de grands discours pour mieux repousser les réformes pourtant indispensables à la préservation de notre modèle social.

Alors que, pour la gauche, réforme ne rime qu'avec dépenses supplémentaires et hausses d'impôts, notre majorité a su innover et réformer autour de deux principes simples : la responsabilisation et le travail.

C'est par davantage de travail que nous pourrons financer durablement notre modèle social. Principe simple mais presque révolutionnaire après 5 ans de socialisme !

Nous avons d'abord assumé **la réforme des retraites**, cette réforme censée faire tomber « dix Gouvernements », selon un Premier ministre de gauche, en alignant la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle des salariés du privé et en introduisant des mécanismes comme la surcote pour inciter à la poursuite d'activité.

Pour financer **la prise en charge des personnes dépendantes**, nous l'avons fait en demandant aux

Français de travailler plus. La journée de solidarité dégage 2 Mds d'euros chaque année sans creuser le déficit ni augmenter les impôts.

C'est en responsabilisant davantage les Français qu'il est possible de dégager des économies :

La réforme de l'assurance maladie a permis d'en finir avec la logique des replâtrages : on dépense mieux, on soigne mieux et on responsabilise mieux. Le déficit de la sécurité sociale a été divisé par quatre entre 2005 et 2007.

La majorité a su mettre les Français devant leurs responsabilités en matière de **sécurité routière**. C'était peut être impopulaire, mais 10.000 vies ont été sauvées depuis 2002 et les Français ont changé leurs comportements.

Le Gouvernement s'est attaqué au tabac qui tue 60.000 personnes par an : depuis trois ans, on compte 1,4 millions de fumeurs en moins et l'interdiction de fumer dans les lieux publics sera effective au 1^{er} février.

LE COURAGE DE S'ATTAQUER AUX VRAIES SOURCES DU CHÔMAGE LÀ OÙ LA GAUCHE MASQUAIT SEULEMENT SES EFFETS

Nous avons actionné simultanément tous les leviers pour créer des emplois durables et sortir notre pays de la fatalité du chômage de masse :

Nous avons **facilité les embauches** :

- en levant les freins à l'embauche dans les très petites entreprises : avec la création du Contrat nouvelle embauche, nouveau CDI adapté aux spécificités des TPE

(720.000 CNE signés à ce jour) ; avec la suppression des effets dissuasifs des seuils ; avec la mise en place du chèque emploi TPE pour simplifier les démarches administratives

- en exploitant le vivier d'emplois des services à la personne : avec le lancement d'un plan de développement des services à la personne qui doit permettre la création de 500.000 emplois sur 3 ans.

Le Plan de cohésion sociale a permis de **cibler l'effort sur les catégories les plus fragiles**, à travers le plan pour l'emploi des seniors, l'accompagnement personnalisé et mensuel de tous les demandeurs d'emploi.

Nous avons soutenu les entreprises car ce sont elles qui créent la croissance et les emplois : depuis 2002, plus d'un million d'entreprises ont été créées, soit un rythme de plus de 200.000 entreprises créées chaque année (235.000 sur les 12 derniers mois, contre moins de 170.000 sous Jospin).

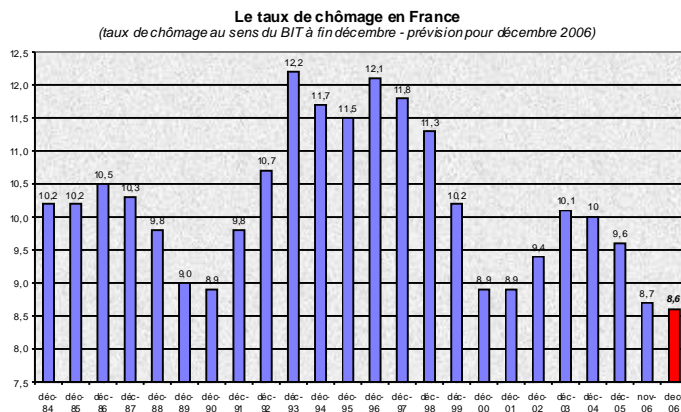
Les résultats sont là : le chômage de masse n'est plus une fatalité.

Le **taux de chômage est tombé à 8,7%** fin novembre et tout indique que la tendance baissière devrait se poursuivre ! A titre de comparaison, en mai 2002, après plusieurs années de forte croissance, les socialistes nous avaient laissé un taux de chômage de 9%.

- Sur 1 an, notre pays compte **235.000 chômeurs de moins** ! Alors que sur les 12 derniers mois du Gouvernement Jospin, le chômage avait augmenté de 156.000 personnes.

- Le chômage s'approche ainsi du niveau symbolique de 8,6% qui est le meilleur résultat depuis près de 25 ans. Et ce bon résultat concerne toutes les catégories de chômeurs.

On assiste par ailleurs à une **accélération de la création d'emplois dans le secteur privé** : sur un an, **près de 175.000 emplois auront été créés dans le secteur privé (132.000 dans le seul secteur marchand)**.



LE COURAGE DE RÉTABLIR LA SÉCURITÉ LÀ OÙ LA GAUCHE PARLAIT DE FANTASMES

Après le « péché de naïveté » des socialistes, il fallait d'urgence rétablir l'autorité de l'Etat, en redonnant aux forces de l'ordre les moyens d'agir :

Des moyens matériels et financiers pour lutter contre toutes les formes d'insécurité : nous avons déployé **7.000 gendarmes et 6.500 policiers supplémentaires** et réorganisé les forces de sécurité, notamment en créant des Groupes d'intervention régionaux ou en utilisant de manière rationnelle et quotidienne les CRS.

Des outils juridiques adaptés aux nouvelles formes de délinquance :

- de **nouvelles incriminations** ont été introduites pour lutter contre ce que certains appellent les « incivilités » (mendicité agressive, squats de halls d'immeuble...)
- les **récidivistes** sont désormais passibles de peines plus lourdes et leur surveillance est facilitée par le bracelet électronique
- notre **arsenal de lutte contre le terrorisme** est amélioré (télésurveillance et interceptions Internet et téléphone)
- la lutte contre la **criminalité organisée** est renforcée (prolongation de la garde à vue, CRPC...)

La lutte contre l'insécurité passait aussi par le renforcement de l'ensemble de la chaîne pénale :

Parce que la **Justice** devait regagner sa **crédibilité**, nous avons souhaité qu'elle puisse être **plus rapide et efficace** tout en restant respectueuse des droits de l'homme :

- avec le développement des **comparutions immédiates**, c'est une lutte résolue contre le **sentiment d'impunité** qui a été engagée,

- tandis que la mise en place de juridictions de proximité a permis de **désengorger** les juridictions classiques des litiges les plus simples.

En même temps, c'est un effort sans précédent qui a été lancé pour l'**amélioration des conditions de détention** avec le lancement en 2002 d'un programme construction de **13.500 places de prison** et la celle de **7 centres éducatifs fermés pour mineurs**.

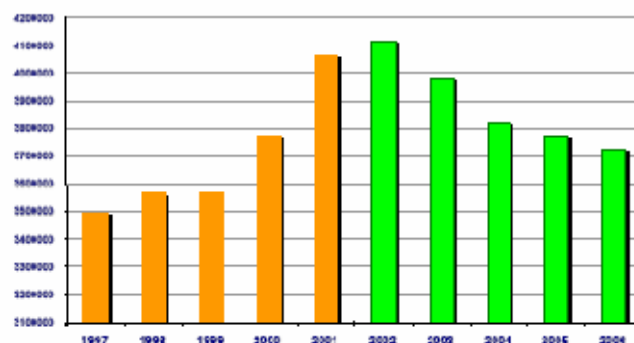
Tout n'est évidemment pas réglé, mais notre détermination porte ses fruits :

Le bilan socialiste, c'était plus de 16% de plus de crimes et délits en 5 ans.

Sur la même période, nous avons réussi à **réduire la délinquance de près de 9%**!

Évolution de la délinquance générale

3.725.588 crimes et délits constatés au cours de l'année 2006
 ↳ **+16,26%** de 1997 à 2001 ↳ **-9,44%** de 2002 à 2006



LE COURAGE DE LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE LÀ OÙ LA GAUCHE NE FAISAIT QUE DES RÉGULARISATIONS MASSIVES

L'immigration peut être une chance pour notre pays, à condition de passer à une immigration choisie. Il s'agit de modifier les flux, essentiellement familiaux, en y augmentant la part de travailleurs et d'étudiants dont notre pays a besoin : c'est tout l'objet de la loi sur l'immigration et l'intégration qui a été votée en 2006.

Nous nous sommes engagés dans une lutte résolue contre l'immigration illégale : le respect de la tradition d'accueil de la France n'est plus incompatible avec celui des lois de la République !

Nous avons renforcé le contrôle des conditions d'accès à la nationalité française et lutter plus efficacement contre les détournements de procédures : que ce soit les mariages blancs, notamment à l'étranger ; le regroupement familial, dont nous avons restreint les conditions ; l'utilisation dilatoire de la procédure du droit d'asile...

Nous sommes également revenus sur cette mesure incroyable qui voulait que tout étranger illégal qui ne s'était pas fait prendre pendant 10 ans, se voyait automatiquement régularisé ! C'était une vraie prime à la clandestinité... que les socialistes continuent de défendre !

En 2006, ce sont près de 25.000 étrangers en situation irrégulière qui ont été renvoyés chez eux, contre moins de 10.000 par an sous le gouvernement Jospin !



Parallèlement, nous avons amélioré le suivi de l'intégration des populations immigrées :

Nous avons généralisé le contrat d'accueil et d'intégration et rendu effective la condition d'intégration, dont le préfet sera juge (avec l'avis du maire), pour l'obtention d'une carte de 10 ans.

Désormais, tous les nouveaux arrivants devront s'engager à parler le français et à respecter les lois de la République, sous peine de ne pas voir leur titre de séjour renouvelé.

LE COURAGE DE BAISSER LES IMPÔTS SANS POUR AUTANT HYPOTHÉQUER L'AVENIR DE NOS ENFANTS EN ALOURDISSANT LE DÉFICIT ET LA DETTE

Nous avons choisi de redonner de l'argent aux classes moyennes, c'est-à-dire à celles et ceux qui travaillent, mais qui, chez les socialistes, n'ont qu'un seul droit, celui de payer.

- 4 milliards d'euros iront directement dans la poche de personnes qui gagnent moins de 3500 euros par mois. La hausse massive de la PPE permet de donner un 13^{ème} mois au mois de septembre prochain à plus de 9 millions de salariés modestes.

- Au total, nous avons réduit l'impôt sur le revenu de près de 10 milliards d'euros sur la durée de la législature : pour 3,7 millions de contribuables, l'impôt aura été diminué de 30%. Si on ajoute à cela la hausse de la PPE, ce sont au total 16 milliards de baisse d'impôts en faveur des ménages !

Baisser les impôts en alourdissant le déficit et la dette, comme cela s'est fait par le passé, aurait été contraire à la justice : ce sont nos enfants qui auraient payé la note.

Nous avons considérablement réduit le déficit :

- Malgré 3% de croissance en moyenne, la gauche nous a laissé un déficit de 49 milliards d'euros en 2002 (contre 40 milliards en 1997)

- En 2006, et malgré une croissance moyenne de 1,5% sur 5 ans, nous avons ramené le déficit à 36,16 milliards d'euros.

Nous avons résolument engagé la France sur la voie du désendettement :

- En 1999, la gauche a affecté seulement 1/3 des 10 milliards d'euros de plus values fiscales au désendettement, le reste servant à financer des mesures électorales.

- Nous avons eu le courage de résister à la facilité : toutes les plus values fiscales sont affectées au désendettement. La dette sera réduite de 2 points de PIB en 2006 (à 64,6%) et d'un point supplémentaire en 2007, à 63,6% du PIB.

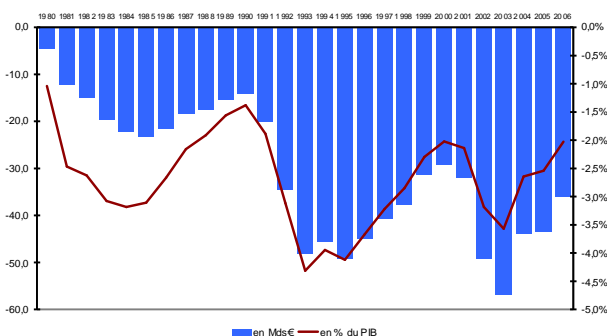
Si tout cela a été possible, c'est parce que nous avons tenu la dépense publique :

- En 2006, pour la quatrième année consécutive, le plafond de dépenses voté par le Parlement a été strictement respecté, et les dépenses ne progressent pas plus vite que l'inflation. Nous nous situons 28 M€ en dessous du plafond voté.

- En 2007, avec une dépense en baisse pour une dernière année de législature, nous faisons la preuve de notre détermination à tenir les comptes quelles que soient les circonstances.

- Tout cela a été rendu possible notamment grâce aux audits qui ont permis d'adapter les effectifs aux besoins du service public (en 2001-2002, les socialistes créaient 30.000 postes de fonctionnaires. En 2006-2007, on affiche 20.000 non renouvellements de postes).

Solde budgétaire exécuté (en Md€ et en % du PIB)



LES CAMPAGNES MILITANTES

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance régulièrement des campagnes militantes. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Vous devez nous indiquer les thèmes, les quantités et l'adresse de livraison (par multiples de 5 affiches).



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =

Vous pouvez aussi commander des tracts sur le thème « La France, aimez-la ou quittez-la » : Tracts : x 50 exemplaires
 D'autres slogans sont en préparation, la suite dans notre prochain journal et sur notre site internet : <http://www.lemil.org>
 Participation aux frais d'édition et d'expédition (facultative mais souhaitée) : minimum 10 euros

«JE SUIS FIER D'ÊTRE GAULLISTE»,

a déclaré Raoul Béteille, ancien député RPR, président du MIL.

ET VOUS ? SI VOUS AUSSI VOUS ÊTES FIER D'ÊTRE GAULLISTE,
 RENVOYEZ-NOUS VOTRE DÉCLARATION



Le diplôme (format 29.7x21 cm)



L'attestation (8x5 cm)



Le porte-clés

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

- OUI, MOI AUSSI, JE SUIS FIER D'ÊTRE GAULLISTE !
- Je souhaite recevoir le diplôme (format 29.7x21 cm) et l'attestation (format 8x5 cm) du MIL (20 €)
- Je souhaite recevoir le porte clé du MIL (5 €)
- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
- Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL : 30 € / 50 € / 80 € / 120 € ou plus
- Je souhaite adhérer au M.I.L. pour l'année :
 - Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € / Cotisation couple : 40 € / Cotisation simple : 25 € / Cotisation chômeur : 10 €
 - Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € / Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €

Je désire m'abonner à «Vigilance et Action» : simple 30 € / soutien : à partir de 160 €

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : La droite civique, gaulliste et patriote